

*L'inflation*

Le gouvernement a tellement fait fausse route qu'il refuse aujourd'hui de nous dire quel taux de chômage il prévoit pour 1975. Il refuse de nous dire quel sera le taux de croissance réelle au pays, il refuse même de prévoir le taux d'inflation. On ne peut rien tirer de lui sur le nombre prévu des mises en chantier de maisons. Comment peut-il s'imaginer qu'il pourra gouverner dans un tel vide, alors que les gouvernements de tous les autres pays industrialisés de l'Occident disent la vérité aux gens, leur font part de leurs prévisions d'ordre économique pour l'année à venir ainsi que de la situation fiscale et monétaire afin que ces prévisions puissent se réaliser? Je signale la chose car les banques et autres services consultatifs dignes de foi ont prévu ce qui arriverait au Canada et j'y vois là un fait significatif. Comme le gouvernement a pris l'habitude de toujours tout garder secret, sans doute parce qu'il ne veut pas révéler son ignorance, ces économistes doivent faire leurs prévisions sans pouvoir compter sur celles du gouvernement fédéral au sujet de ce qui doit se passer au pays.

Ainsi, Wood Gundy a établi des prévisions pour 1975. La société Canadian Pacific Limited, Du Pont du Canada, la Banque royale du Canada, W. A. Beckett Associates, Burns Brothers and Denton, le Trust Royal, Brault, Guy, O'Brien, la Banque canadienne impériale de Commerce, MacMillan Bloedel, Richardson Securities of Canada et McLeod, Young, Weir and Company, toutes ces sociétés ont établi des prévisions sur la situation économique en 1975, mais pas nos dirigeants, pas le gouvernement fédéral. Le Conference Board of Canada a également établi des prévisions, de même qu'une équipe de l'Université de Toronto dirigée par MM. Jump et Wilson. Si le gouvernement fédéral n'en a pas fait, est-ce parce qu'il croit qu'elles seraient si inquiétantes qu'elles provoqueraient chez les Canadiens un pessimisme exagéré?

● (1610)

Je pose cette question car, fait intéressant, la meilleure prédiction jusqu'à maintenant, parmi celles dont j'ai parlé, établit à 2.5 p. 100 le taux réel de croissance en 1975. Certains économistes prévoient une croissance nulle cette année. Ceux qui n'ont pas craint de se compromettre prédisent qu'au cours de l'année en cours ce taux variera entre zéro et 2.5 p. 100. N'oubliez pas que, compte tenu de l'augmentation de notre population, ce chiffre de 2.5 p. 100 équivaut vraiment à une croissance nulle. Si, à vrai dire, nous n'enregistrons aucune croissance, l'augmentation de la population fera qu'il y aura, per capita, régression.

Des économistes prévoient un minimum de 8.5 p. 100 d'inflation cette année, mais celle-ci pourrait grimper à 10.5 p. 100. Ces économistes font observer que le taux moyen de chômage au Canada s'établira à un minimum de 6.6 p. 100, bien que, selon d'autres, il pourrait s'élever jusqu'à 7.7 p. 100. Le gouvernement doit certainement dire aux Canadiens comment il envisage la conjoncture économique.

L'Université de Toronto, dans sa publication sur les perspectives économiques pour 1975, que j'ai déjà mentionnée, fait des prévisions très intéressantes sur la situation antérieure et postérieure au budget du 18 novembre et à ses effets. Il est inadmissible que le président du Conseil privé prenne la parole ici et nous induise en erreur, comme il l'a fait, sur les répercussions économiques du budget. L'Université de Toronto a communiqué ses prévisions au gouvernement. De fait, ses prévisions sont calculées par l'ordinateur même dont se sert le ministère des Finances.

[M. Stevens.]

L'Université dit clairement que l'inflation, par exemple, atteindra vraisemblablement un taux de 10.67 p. 100 en 1975, que la différence nette par rapport à ce qu'aurait été le taux d'inflation sans le budget est de 0.18 p. 100. Autrement dit, le budget actuel du gouvernement aura un effet net sur le taux d'inflation de moins d'un cinquième de 1 p. 100. Voilà pourquoi nous appuyons cette partie de la résolution du parti créditiste qui déplore l'inaction du gouvernement dans la lutte contre l'inflation sous le prétexte qu'il s'agit d'un problème international. D'après les prévisions de l'Université de Toronto, les mesures budgétaires que le gouvernement a prises jusqu'à présent n'ont pratiquement pas réduit l'inflation au Canada.

Hier, le gouverneur de la Banque du Canada a dit clairement qu'il est inexact de prétendre que, d'une façon ou l'autre, l'inflation au Canada est due à la situation internationale. A la page 5 du rapport annuel que le gouverneur de la Banque du Canada a fait parvenir au ministre des Finances pour 1974, on lit ceci:

Jusqu'à présent, la hausse rapide des prix au Canada s'est poursuivie pour ainsi dire sans répit, bien que ses causes se soient considérablement modifiées. L'augmentation des prix au Canada n'est plus attribuable à l'escalade des cours des matières premières sur les marchés internationaux ni, à quelques exceptions près, aux pressions à la hausse exercées par une trop forte demande intérieure et extérieure dans certains secteurs fonctionnant déjà à la limite de leur capacité de production.

La bonne vieille excuse du gouvernement était qu'il ne pouvait rien faire pour enrayer l'inflation puisqu'il s'agit d'un phénomène international; à moins que le gouvernement ne veuille donner tort au gouverneur de la Banque du Canada, il doit admettre que cette excuse n'est plus valable aujourd'hui. En réalité, des difficultés économiques nous attendent. Le taux de chômage est inadmissible. Il est temps que le gouvernement cesse de faire d'interminables discussions pour essayer d'obtenir le consensus. Il est encourageant d'entendre le président du Conseil privé dire que les discussions vont maintenant entrer dans une nouvelle phase. L'expérience nous a montré que le gouvernement s'adonne systématiquement à des discussions oiseuses au lieu de prendre des mesures pour sortir d'une période difficile.

J'aimerais consigner au dossier certains autres faits signalés dans le rapport du gouverneur de la Banque du Canada. On peut lire à la page 7:

Des premiers mois de 1973 à la fin de l'été 1974, la politique monétaire canadienne visait à opposer une résistance de plus en plus forte à la croissance excessivement rapide à cette époque de la dépense globale. Bien qu'on ne puisse s'attendre à ce que l'économie canadienne soit matériellement en état d'accroître sa production totale de biens et de services à un taux annuel de beaucoup supérieur à 5%, la dépense nationale en dollars courants progressait il n'y a pas si longtemps encore, soit fin 1973 et début 1974, à un rythme annuel de quelque 20%. Plus un taux aussi élevé de croissance de la dépense globale persistait, plus un taux élevé d'inflation se perpétuait inévitablement.

En termes simples et clairs, monsieur l'Orateur, ce que le gouverneur veut faire ressortir c'est que la position adoptée jusqu'à maintenant au Canada en matière monétaire et fiscale a été poussée trop loin. Il veut dire que le pays ne peut, si on est réaliste, connaître une croissance réelle annuelle de plus de 5 p. 100. Simplement, si on crée, au moyen de mesures monétaires et fiscales, mettons une expansion annuelle de 20 p. 100, les 15 p. 100 excédentaires se traduiront par un surcroît d'inflation. Si le président du Conseil privé avait été tout à fait franc aujourd'hui, il aurait reconnu que quelle que soit la raison invoquée—qui est selon moi d'ordre politique—le gouvernement a simplement surchauffé l'économie afin de se faire réélire le 8 juillet 1974, et que son action a ainsi été à l'origine d'une